

Ce n'est pas avec des déclarations de guerre à la pauvreté et la présentation de rapports statistiques sur les pauvres que l'on pourra résoudre le problème. Les pauvres seront à même de constater que nous comprenons vraiment leurs problèmes, si nous mettons sur pied de vastes programmes de travaux publics.

Je comprends que les projets d'aménagement entraîneraient des dépenses, mais ils ne sont pas impossibles, à moins que nos gouvernants veuillent demeurer esclaves du petit groupe qui contrôle la vie économique.

Ce ne sont pas les banquiers qui sont responsables envers le peuple; c'est le gouvernement qui possède le droit souverain de créer la monnaie et le crédit.

Cessons d'agir comme des imbéciles et agissons intelligemment. Les petits moyens auxquels on a eu recours se sont montrés inefficaces? Donc, employons les grands moyens! Aux grands maux, les grands remèdes! Que le gouvernement démontre sa sincérité en échangeant le vieux système contre un nouveau, qui rendra financièrement possible ce qui est physiquement réalisable et bon pour le peuple canadien, tant pour les pauvres que pour les riches. Voilà ce que nos politiciens, malgré leur pouvoir, n'ont jamais voulu accomplir.

● (8.20 p.m.)

L'hypocrisie doit cesser. Ce sont des mesures auxquelles la population s'attend et non pas des «serrements» de ceinture. Ce n'est pas nécessaire au Canada. Que le gouvernement majoritaire utilise le pouvoir que les électeurs lui ont donné, lors de la dernière élection, en accomplissant des actes réellement efficaces pour enrayer la pauvreté et créer une véritable société juste, laissant les grands prêteurs d'argent à leurs affaires et en se servant de la souveraineté de l'État pour l'accomplissement de sa tâche.

C'est la seule solution au problème économique de l'heure. Nous ne sommes plus assez naïfs pour croire que la situation peut être réglé grâce à des «serrements» de ceinture occasionnés par les taxes. Nous reconnaissons que la remise en état d'un système défectueux sera difficile à faire, mais puisqu'elle est nécessaire, il faut agir au plus tôt si l'on est sincèrement décidé à prévenir la révolution.

Pourquoi, parallèlement aux commissions du fonctionnarisme, de l'instruction, des services publics et de l'assurance-chômage, n'instaurerait-on pas une commission monétaire composée d'experts en finance et en amour des pauvres, chargée, grâce à la technique, de réaliser l'équilibre entre les biens et les besoins, de procurer à tous le nécessaire à la vie, de trouver les modalités de crédit, en toute conscience, prévoyance et probité? Puis-

[M. Dionne.]

que le pays répond de la monnaie, n'est-ce pas à lui d'en tirer les bienfaits et d'en régler le cours?

Que la Banque du Canada émette des crédits suffisants pour les travaux publics nécessaires. Que la nation s'encourage d'abord elle-même avant de courir les marchés étrangers. Qu'une monnaie nationale, mesurée plus justement, facilite le crédit de production et de consommation. Ensuite, on importera ce qui nous manque. On paiera avec ce qu'on produit en trop ou de cet or peu nourrissant que Dieu a caché sous nos montagnes de roc.

On ne peut tout de même pas craindre que notre économie ne parvienne pas à faire vivre convenablement la population. Ce qui existe, nous l'avons produit et nous produisons de quoi faire vivre ceux qui ne produisent pas.

Le révérend père Alexandre Dugré, jésuite, dans un article cinquant publié dans le *Messageur canadien du Sacré-Cœur* au mois de mai 1943, appelait l'attention des dirigeants politiques sur la situation économique qui prévalait à cette époque et qui prévaut toujours.

Nous faisons vivre travailleurs et chômeurs, et nous nous privons de la production que pourraient faire ceux qui sont obligés de ne rien faire. Certains économistes, qui semblent avoir réponse à tout, font penser aux hérétiques qui semblent avoir une philosophie parfaite. Cela ne nous empêche pas de constater que bien souvent elle est parfaitement fausse.

S'ils avaient raison, Pie XI aurait eu tort de flétrir, avec une violence inusitée aux encycliques, l'effarante grève des rationneurs de l'argent qui abusent des hommes au profit de sombres intérêts. En effet, le pape a écrit ce qui suit:

Ce qui, à notre époque, frappe d'abord le regard, ce n'est pas seulement la concentration des richesses, mais l'accumulation d'une énorme puissance, d'un pouvoir économique discrétionnaire aux mains d'un petit nombre d'hommes qui, d'ordinaire, ne sont pas les propriétaires mais les simples dépositaires et gérants d'un capital qu'ils administrent à leur gré. Ce pouvoir est surtout considérable chez ceux qui, détenteurs et maîtres absolus de l'argent, gouvernent le crédit et le dispensent selon leur bon plaisir. Par là, ils distribuent en quelque sorte le sang de l'organisme économique dont ils détiennent la vie entre leurs mains si bien que, sans leur consentement, nul ne peut plus respirer.

Terrible réquisitoire, sans limitation au temps, à l'espace, aux pays. Phrases très dures que les puissants de l'or voudraient biffer, que les vrais chefs de peuple n'ont peut-être pas voulu comprendre.

Napoléon disait: «Je plaide la cause des petits; les riches ont toujours de bons dîners pour leur servir de raisons.»

Le pape défend la même chose. Faisons-lui écho. Que jamais les pauvres ne soient forcés de faire appel aux révolutionnaires pour obte-